

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/19

15 septembre 1995

(95-2700)

Conseil du commerce des marchandises
26 septembre 1995

MALAWI - RENEGOCIATION DE LA LISTE LVIII

Projet de décision portant prorogation de délai

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES, par Décisions successives, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement malawien de renégocier sa Liste et de la transposer dans le Système harmonisé;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995¹, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Malawi pour la renégociation de sa Liste LVIII;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Notant que le gouvernement malawien travaille actuellement à l'élaboration de la documentation nécessaire mais a rencontré certains problèmes techniques concernant la transposition de sa Liste dans le Système harmonisé et l'établissement des statistiques requises pour les négociations au titre de l'article XXVIII, et a demandé à cette fin l'assistance technique du Secrétariat;

Considérant que le gouvernement malawien, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé que l'exemption des obligations qui lui incombent au titre de l'article II du GATT de 1994 soit de nouveau reconduite, jusqu'au 31 décembre 1995²;

./.

¹WT/L/3 + Corr.1.

²G/L/24.

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 31 décembre 1995 la dérogation accordée au Malawi par Décision du 3 décembre 1992.³

³IBDD, S39/434.